



L'emploi sous forte pression dans les grandes banques d'investissement européennes

Les grands établissements mettent en musique leurs plans de suppression d'emplois. Deutsche Bank, avec ses mesures chocs, allonge une liste incluant déjà Nomura, HSBC, ou encore Société Générale.

L'été s'annonce morose dans les grandes banques européennes. Pour le moment pas de krach en vue, mais des réductions d'effectifs d'une ampleur quasi inédite depuis la crise. Chez Deutsche Bank, où 18.000 emplois doivent être supprimés d'ici à 2022, 900 salariés se sont déjà vu informer de la suppression de leur poste. La plupart travaillaient dans le trading d'actions, une division dont Deutsche Bank se sépare presque intégralement.

A Londres, Nomura et HSBC réduisent aussi la voilure. Amorcée en juin, la cure d'amaigrissement de la banque d'investissement d'HSBC pourrait engendrer la suppression de plusieurs centaines de postes d'ici à la fin de l'année, indiquait récemment le « Financial Times ».

Ce climat se ressent aussi dans les salles de marché parisiennes. A la Société Générale, « les gens sont surtout occupés à envoyer des candidatures ou à préparer leurs business

plans pour bénéficier du plan de départ », explique un responsable syndical. Les salariés de la banque française ont jusqu'à jeudi soir pour faire connaître leur intérêt pour un plan de départs volontaires, qui prévoit 1.600 départs dans le monde, dont 750 en France. Selon la CGT, plus de 900 personnes ont demandé l'étude de leur dossier, soit pour quitter la banque, soit pour être reclassé sur d'autres fonctions. « Il y aura forcément des déçus », estime ce responsable syndical.

Accélérer la cadence des économies

Cela fait déjà plusieurs années que l'emploi est sous pression dans le secteur. Selon les données du cabinet de recherche Coalition, les effectifs des banques d'investissement ont fondu de plus de 11 % dans le monde entre 2013 et 2018, à 51.800 personnes. Au Royaume-Uni, la chute a été plus brutale encore, avec une

baisse des effectifs du secteur de 20 % en six ans. Ce n'est sans doute pas fini. Société Générale, dont le titre est maintenu sous tension en Bourse (-15,5 % depuis janvier), ne s'interdit pas d'engager de nouvelles restructurations. « Si nous montrons que nous sommes capables d'obtenir des résultats [avec le premier plan, NDLR], c'est une méthode que nous pouvons appliquer si l'environnement se détériore », a récemment indiqué son président Lorenzo Bini Smaghi.

Mises sous pression par une prolongation de la politique monétaire accommodante de la BCE, d'autres banques pourraient aussi être contraintes d'accélérer la cadence de leurs mesures d'économies. Selon Bloomberg, UniCredit envisagerait de supprimer jusqu'à 10.000 postes dans le cadre de son nouveau plan stratégique. ■

par Sharon Wajsbrot

